



## Migration ville à ville en Méditerranée

Dialogue, connaissance et action

Événement d'apprentissage par les pairs

Document de référence thématique

# Citoyenneté urbaine : Une voie de transformation pour la mise en place des villes qui reconnaissent, incluent et prennent en charge tous les citoyens

16 – 18 mars 2021

Lieu : En ligne sur Zoom (organisé par la municipalité de Grenoble, France)

Le document suivant explore le concept naissant de **citoyenneté urbaine**<sup>1</sup> en tant que vision prometteuse pour la mise en pratique de la notion de « droit à la ville pour tous », en particulier pour les résidents migrants. Essentiel pour concevoir des voies et moyens locaux alternatifs garantissant les droits fondamentaux lorsque ces derniers n'en jouissent pas en raison du statut administratif, le concept de citoyenneté urbaine permet également aux acteurs locaux d'adopter des approches plus systématiques de l'inclusion : de la création de nouveaux canaux de participation politique à l'exploitation de la reconnaissance symbolique. Pour les gouvernements locaux, la notion de citoyenneté urbaine peut aider à mieux formuler les interventions sectorielles sur la migration grâce à une vision politique narrative et transformatrice partagée, en rénovant les discours locaux sur l'inclusion et en trouvant des moyens de contourner les limites de l'action locale sur le terrain.

<sup>1</sup> Ce document comprend la **citoyenneté urbaine** au sens large, tout en tenant compte des notions similaires qui la désignent comme « **citoyenneté locale** » ou « **citoyenneté inclusive** ». Par souci de l'objectif qui lui est assigné, ce document identifie les caractéristiques communes à ces concepts politiques, qui ont tous un contexte inscrit dans une tradition politique et stratégique spécifique. Fondamentalement, tous ces différents concepts explorent la manière dont la citoyenneté peut être redéfinie et transformée en une citoyenneté plus inclusive pour ceux qui en sont exclus (dans ce cas, en se concentrant sur les migrants en particulier, même si certaines discussions ont porté sur une compréhension plus large). Ce processus est réalisable par une compréhension locale de cette notion indépendamment de la nature ou de la taille du territoire urbain ou de la localité concernée.

## 1 Droits de citoyenneté et migrants internationaux : Une introduction

La citoyenneté est un concept politique clé que nous pouvons aborder aujourd'hui par deux points d'entrée principaux. D'une part, il s'agit un moyen de garantie des droits prévus par l'administration publique et d'un symbole de reconnaissance comme membre d'une communauté politique donnée. D'autre part, elle peut également être identifiée comme l'absence de celle-ci (la citoyenneté) et comme une raison de priver une personne de ces droits en question. En effet, le sujet de l'universalité et de la privation des droits de l'homme en raison du statut de citoyen reste largement non résolu et continue d'affecter aujourd'hui une grande variété de groupes sociaux et de minorités, parmi lesquels les migrants et les réfugiés se distinguent comme l'un des groupes les plus touchés.

Dans les faits, la question de savoir « *qui a le droit d'avoir des droits* » a constitué l'un des éléments de débat les plus critiques dans le cadre moderne des droits de l'homme depuis sa création en 1948, lorsque la célèbre philosophe Hannah Arendt a adressé cette question sceptique peu après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Réfléchissant sur son expérience personnelle de survivante de l'holocauste, (à cette époque, elle avait déjà obtenu l'asile politique mais pas le statut de citoyen) Arendt a identifié une contradiction fondamentale derrière la notion émergente de droits de l'homme telle qu'inscrite dans la Déclaration universelle de 1948. Dans le même sillage, elle s'interrogeait sur la manière dont ce cadre parviendrait à protéger efficacement les individus déplacés ou non reconnus par leur propre communauté politique. Quels droits pour ceux qui ne sont pas reconnus comme membres de la nation, tels que ces droits s'expriment en dernière analyse par la jouissance du statut de citoyen ?

De nos jours, et malgré leur forte présence visible dans leurs sociétés d'accueil, la plupart des migrants internationaux se voient encore refuser de nombreux droits de citoyenneté en raison de leur statut administratif (Bosniak, 2007). Il est difficile de produire des estimations de données à l'échelle mondiale sur les « migrants » en situation irrégulière, notamment en raison de la définition complexe qui sous-tend le même concept. L'OIM estime ce nombre par régions du monde (11,3 millions aux États-Unis, 3,6 millions dans l'Union européenne<sup>2</sup>) sur un total de 272 millions de migrants internationaux identifiés en 2019 (OIM, 2020) - dont plusieurs pourraient également être affectés par la privation des droits de citoyenneté en raison de leur statut administratif.

Il ne fait aucun doute que la question de la jouissance des droits de citoyenneté au-delà du statut administratif est devenue encore plus pertinente de nos jours en raison du taux grandissant de migration internationale au sein de la population mondiale (3,5 % en 2019, contre 2,3 % en 1970 selon les chiffres de l'OIM). Sur un plan pratique, les obstacles liés à la non jouissance du statut de citoyen font de toutes les interactions des migrants internationaux avec les administrations publiques de la société d'accueil (donc, leur accès aux droits tels que la santé, l'éducation ou le logement) et les autres acteurs majeurs offrant des possibilités de développement personnel (tels que les employeurs potentiels) un défi. Plus généralement, ces obstacles établissent une barrière symbolique avec la société d'accueil, entravant, avec d'autres facteurs interdépendants, le processus d'inclusion sociale des migrants à long terme.

---

<sup>2</sup> <https://migrationdataportal.org/themes/irregular-migration>



## 2 Récupérer la notion de citoyenneté comme un moyen de garantie du droit de chacun à la ville, notamment les résidents migrants

Même si les gouvernements locaux représentent souvent le premier niveau de l'administration qui cherche à résoudre certains de ces défis immédiats, leurs efforts et décisions d'offrir des services municipaux aux populations immigrées sont dans de nombreux cas annulés par des directives nationales (Gebhart, 2016). Pourtant, les gouvernements locaux disposent d'une solide expérience en matière de création de stratégies d'accueil et d'inclusion. Comme l'illustre Benjamin Barber dans son ouvrage emblématique *If Mayors Ruled the World*, « Si vous demandez à un maire : Pensez-vous que les immigrants devraient être autorisés à entrer dans [la ville] ou non ? », il vous répondra : « Ils y sont » (Barber, 2013). Certes cette hypothèse ne reflète pas tous les points de vue des maires sur la question, mais elle met en évidence un élément déterminant de la démocratie locale qui est très pertinent par rapport à ce débat et montre comment les élus locaux sont marqués par la responsabilité des gouvernements locaux face aux demandes les plus immédiates des résidents et au besoin général de construire la cohésion sociale par un mélange de pragmatisme et d'innovation.

Les migrants, de par leur habitat quotidien et leurs interactions avec leurs concitoyens, deviennent de facto des citoyens, comme le révèle son sens étymologique, « habitants de la ville ». Finalement, les villes sont le lieu où le sentiment d'appartenance et de partage d'une identité mutuelle (si caractéristique de la notion de citoyenneté) s'acquiert individuellement mais aussi collectivement. En effet, les traditions et les caractéristiques immatérielles des villes, leurs monuments et leurs environnements physiques, sont tous construits sur les contributions d'innombrables générations de migrants, qui ont toutes conféré au visage en constante évolution de l'identité urbaine un nouvel élément de personnalité à part entière.

Il n'est donc pas étonnant de voir comment les discours et les pratiques recadrant la notion de citoyenneté d'un point de vue local ont émergé à travers le monde au cours des dernières décennies. De tels approches, appelées **citoyenneté urbaine** (ainsi qu'elle est utilisée dans ce document), **citoyenneté inclusive** ou **citoyenneté locale**, visent généralement à aborder le processus d'inclusion sociale des migrants d'un point de vue permettant d'apporter des transformations mais aussi pragmatique. S'appuyant sur les notions transformatrices de vivre ensemble, d'identité partagée et d'appartenance locale, elles proposent une vision globale par laquelle toutes sortes d'acteurs locaux peuvent déclencher des voies d'inclusion sociale et d'accès aux droits de l'homme pour tous les résidents de la ville, peu importe leur statut administratif.

La citoyenneté urbaine embrasse une philosophie qui accorde l'accès aux droits sur la base de la résidence, facilite l'accès aux droits accordés par le niveau national ou international, et comble les lacunes en matière de droits par une action locale lorsque cela est possible (Gebhart, 2016). Le modèle de citoyenneté urbaine est également considéré par les villes comme un cadre alternatif vers l'inclusion de groupes hétérogènes d'immigrants nouveaux et existants (Brown, 2008). En dehors des questions liées au statut et au droits, les questions d'identité (telles que la jouissance des droits culturels et l'expression politique) sont également considérées comme cruciales dans la construction de la citoyenneté urbaine (Joppke, 2010). Selon Castañeda, trois conditions doivent être réunies pour que les résidents immigrés puissent jouir pleinement du droit à la ville : l'autorisation légale d'être dans la ville, le droit de jouir des espaces publics et le droit de tous les résidents de façonner et d'apporter le changement dans leur ville par leurs actions collectives (Castañeda, 2012).



### **Tirer les leçons du mouvement des villes pour les droits de l'homme**

Le mouvement des villes pour les droits de l'homme a joué un rôle essentiel dans l'avancement de la notion de promotion et de protection des droits de l'homme au niveau local. Par conséquent, il a jeté les bases d'un développement politique plus ambitieux de la notion de citoyenneté urbaine.

En effet, la vision de ville des droits de l'homme fait ressortir le droit et la responsabilité des gouvernements locaux de traiter les questions de droits de l'homme sur leur propre territoire (telles que la privation de droits pour les résidents migrants), mais propose également un cadre transformateur et une vision politique pour traiter ces questions en s'attaquant à leurs causes profondes, généralement liées à des inégalités et à une exclusion bien ancrées ( se connectant de ce fait à des paradigmes comme la citoyenneté urbaine).

La vision des droits de l'homme est inscrite dans des documents internationaux tels que la Charte-Agenda mondiale pour les droits de l'homme dans la ville (2011) ou les Principes directeurs de Gwangju pour une ville des droits de l'homme (2014), mais aussi dans des déclarations locales et des documents politiques tels que la Déclaration des droits de l'homme de la ville de Vienne (2015), la Charte de Mexico pour le droit à la ville (2010) ou le Guide méthodologique de Barcelone sur les villes des droits de l'homme (2019).

Actuellement, des centaines de gouvernements locaux à travers le monde se déclarent villes des droits de l'homme et travaillent conjointement en tant que mouvement pour contribuer aux débats internationaux sur les droits de l'homme d'un point de vue local (en soulignant par exemple les priorités locales telles que la nécessité de traiter la crise des inégalités, la montée du racisme ou la financiarisation du logement).

### 3 La citoyenneté urbaine en pratique : Solutions locales et innovations politiques pour construire des voies de reconnaissance, d'inclusion et de prise en charge

En s'engageant à devenir les garants des droits fondamentaux des habitants, les gouvernements locaux contribuent à nourrir et à reformuler l'idée de citoyenneté urbaine : non seulement comme un cadre renouvelé pour redéfinir le sens du vivre ensemble mais aussi pour défendre le principe d'universalité des droits de l'homme. En ce moment, de plus en plus d'autorités locales proposent des initiatives concrètes mettant en pratique cette vision dans le monde entier. Même si ces interventions peuvent être sectorielles et se concentrer uniquement sur l'un des problèmes décrits, les aborder tous à travers un discours commun pourrait révéler plusieurs innovations locales fondamentales. Premièrement, les marges croissantes de la capacité d'intervention des gouvernements locaux sur une question qui ne relève pas de leur compétence directe en raison de leur capacité à produire des dispositifs institutionnels et politiques innovants. Deuxièmement, le rôle prometteur de la citoyenneté urbaine dans la mise en relation de différentes logiques d'intervention à travers une vision commune favorisant la reconnaissance, l'inclusion et la prise en charge.

Trois grandes voies politiques visant à faire progresser la vision de la citoyenneté urbaine sont identifiées ci-dessous : une première, liée à la « **participation politique** » ; une deuxième, qui porte sur la promotion d'un « **sentiment partagé de communauté et d'identité urbaine** » ; et une dernière, plus directement liée à « **l'accès aux droits de l'homme et l'absence de discrimination** ».

#### 3.1. Reconnaissance : Participation politique

Comme l'indique la notion originale de citoyenneté, la participation joue un rôle majeur dans la promotion de l'appartenance du résident à une communauté urbaine (HIC-HLRN, 2017). Actuellement, de nombreux gouvernements locaux contournent les limitations qui privent les résidents migrants de leur droit à participer aux affaires publiques en établissant des mécanismes de participation alternatifs à l'échelle locale. On trouve de bons exemples de cette tendance à **Grenoble**<sup>3</sup> et à **São Paulo**<sup>4</sup>, où des conseils de migrants ont été mis en place favorisant des canaux alternatifs permettant ainsi aux migrants de participer directement aux affaires publiques locales. La ville taïwanaise de **Taoyuan**<sup>5</sup> a également mis en place un système de budget participatif ciblant les résidents migrants en vue de favoriser leur processus d'inclusion sociale. La capitale équatorienne, **Quito**, dispose d'un Conseil de protection des droits de l'homme qui canalise la participation des groupes de migrants dans les affaires publiques locales et dans son programme d'inclusion sociale<sup>6</sup>.

---


<sup>3</sup> <https://www.grenoble.fr/94-conseil-consultatif-des-residents-etrangers-grenoblois.htm>

<sup>4</sup>

[https://www.prefeitura.sp.gov.br/cidade/secretarias/direitos\\_humanos/imigrantes\\_e\\_trabalho\\_decente/conselho\\_municipal\\_de\\_imigrantes/index.php](https://www.prefeitura.sp.gov.br/cidade/secretarias/direitos_humanos/imigrantes_e_trabalho_decente/conselho_municipal_de_imigrantes/index.php)

<sup>5</sup> <https://oidp.net/distinction/en/record01.2018.php>

<sup>6</sup> <https://proteccionderechosquito.gob.ec/consejo-de-proteccion-2/>



Toutefois, la promotion de la participation des migrants aux affaires locales ne se réfère pas uniquement aux moyens institutionnels ou officiels de participation. En effet, d'autres villes se concentrent sur le soutien aux associations de migrants ou à leur participation à la vie civique. Comme l'a démontré une étude de 2019 sur l'apprentissage par les pairs dans le cadre du MC2CM, **Sfax** et **Meknès** ont toutes deux des expériences convaincantes à ce sujet<sup>7</sup>. Le conseil municipal de **Barcelone** sur l'immigration soutient la participation politique des organisations de base des résidents migrants et leur contribution globale à la promotion des droits de l'homme dans la ville<sup>8</sup>. Des villes chinoises comme Chengdu ont mis en œuvre des méthodes de participation pour favoriser le dialogue entre les nouveaux résidents des quartiers, ce qui contribue à améliorer la convivialité entre les migrants et les autres résidents<sup>9</sup>.

### **3.2. Inclusion : Sentiment partagé de communauté et d'identité urbaine**

La notion de participation renvoie également à l'accès des résidents migrants à des espaces publics de qualité. En bref, la redéfinition de la relation de tous les résidents avec les locaux existants peut permettre d'accueillir, de refléter et de reconnaître les contributions de tous les résidents à l'idée générale d'identité urbaine (García-Chueca, 2019). Le projet MC2CM a déjà exploré des initiatives menées par **Amman** et **Lisbonne**<sup>10</sup> mettant en évidence le rôle de la modernisation urbaine dans la garantie du droit des migrants à la ville. D'autres initiatives liées aux locaux existants peuvent être retrouvées, par exemple, dans les équipements publics comme les musées locaux sur la migration, à l'instar de ceux de **Londres**<sup>11</sup>, de **Montevideo**<sup>12</sup> ou de **Catalogne**<sup>13</sup>, (pour renommer les rues ou redéfinir la signification et la place des monuments publics) tel que l'a fait l'**Association des gouvernements locaux de Grande-Bretagne**<sup>14</sup>.

Afin de pouvoir jouir d'une pleine participation à la communauté, les migrants doivent généralement acquérir des compétences spécifiques (comme la connaissance de la ou des langues locales) et accéder à des possibilités de mise en réseau au-delà de leur propre communauté. Il existe une myriade de bonnes pratiques mises en œuvre par les gouvernements locaux en la matière. **Utrecht** met en œuvre la « politique du Plan Einstein » qui offre des possibilités intégrées de mise en réseau, de formation et d'apprentissage des langues<sup>15</sup>. **Malmö** a produit un guide d'information pour favoriser l'intégration linguistique et culturelle des mineurs non accompagnés au cours de leurs premiers mois en Suède<sup>16</sup>.

---

<sup>7</sup> <https://www.learning.uclg.org/file/pln-25-urban-migration-and-civil-society-sfax>

<sup>8</sup> <https://ajuntament.barcelona.cat/consell-municipal-immigracio/en/>

<sup>9</sup> <https://uclg-cisdp.org/en/observatory/new-migrant-inclusion-policy-transient-community>

<sup>10</sup> <https://uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/new-case-studies-fostering-social-inclusion-migrants-local-level>

<sup>11</sup> <https://www.migrationmuseum.org/about-our-project/> et

<https://web.archive.org/web/20070212163614/http://www.untoldlondon.org.uk/etc/UNTOLDABOUTUSTXT.html>


<sup>12</sup> <https://mumi.montevideo.gub.uy/>

<sup>13</sup> <http://www.mhic.net/>

<sup>14</sup> <https://www.local.gov.uk/topics/community-safety/statues>

<sup>15</sup> <https://plan-einstein.nl/>

<sup>16</sup> <https://skr.se/tjanster/englishpages/activities/localexamplesofactivitiesforintegration/localexamplesofintegrationinitiativesforchildrenyouthsfamiliesandschools/initiativesforchildrenyouthsfamiliesandschools/basicinformationmaterialforunaccompaniedminors.9386.html>



D'autres villes ont recours à des activités sociales tels que des clubs sportifs ou des événements éducatifs pour renforcer l'inclusion des migrants : voir les exemples de **Granollers**<sup>17</sup> et **Grigny**<sup>18</sup>. Des villes libanaises et jordaniennes comme **Beyrouth**<sup>19</sup> ou **Irbid**<sup>20</sup> ont de bonnes expériences en matière d'insertion professionnelle et d'accès au marché du travail, notamment dans le secteur du recyclage, tandis que **Vienne** favorise l'accès des migrants au marché du travail par la formation professionnelle<sup>21</sup>.

Toutefois ces mesures ne suffisent peut-être pas à elles seules à combattre les tendances négatives qui affectent le parcours des migrants pour qu'ils se sentent reconnus comme partie intégrante de la communauté. Il s'agit notamment des événements discriminatoires qui se déroulent dans les espaces publics ou les environnements privés. L'Observatoire de la discrimination de **Barcelone** représente un bon exemple de la manière dont les gouvernements locaux peuvent coopérer avec la société civile pour surveiller ce phénomène au niveau de la ville<sup>22</sup>. Les campagnes publiques et les stratégies de lutte contre le racisme sont également essentielles dans ce domaine, en particulier parce qu'elles permettent de visualiser l'engagement des acteurs locaux sur la question, du niveau gouvernemental au secteur privé et aux réseaux associatifs. D'autres stratégies de la ville se sont concentrées sur la lutte contre les discours publics négatifs en soulignant la contribution des migrants au dynamisme local et à la vie civique.

Les campagnes ou les événements lancés par des villes comme **Nador**<sup>23</sup> **Lampedusa**<sup>24</sup>, **New York**<sup>25</sup>, **Montevideo**<sup>26</sup> et **Banjarmasin**<sup>27</sup> constituent de bons exemples de ces tendances. **Nuremberg** coordonne un prix bisannuel qui distingue les entreprises locales qui s'engagent à respecter la dignité et les droits de leur personnel et qui soutiennent également les activités de la ville contre le racisme au-delà du champ d'application stipulé par les normes légales<sup>28</sup>. **Turin** a lancé une initiative publique pour traiter la notion d'« antiracisme » comme un bien commun, mettant en évidence l'engagement de la ville en la matière<sup>29</sup>.

---

<sup>17</sup> <https://granollers.cat/ajuntament/sportop>

<sup>18</sup> <https://uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/grigny%E2%80%99s-mayor-call-local-governments-commit-defend-right-peace-grassroots-global>

<sup>19</sup> <https://www.gfmd.org/pfp/ppd/11547>

<sup>20</sup> <https://www.accioncontraelhambre.org/en/keeping-cities-clean-women-refugees-working-benefit-their-communities-jordan>

<sup>21</sup> <https://uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/jugendcollege-training-and-education-young-migrants-vienna>

<sup>22</sup> [https://www.barcelona.cat/infobarcelona/en/barcelona-discrimination-observatory-2019-who-discriminates-why-and-where-2\\_955484.html](https://www.barcelona.cat/infobarcelona/en/barcelona-discrimination-observatory-2019-who-discriminates-why-and-where-2_955484.html)

<sup>23</sup> <https://uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/guaranteeing-universal-rights-city-crossed-migratory-routes-nadors-local-action>

<sup>24</sup> <http://www.snapshotsfromtheborders.eu/>

<sup>25</sup> <https://www1.nyc.gov/site/cchr/media/pair-believe.page>

<sup>26</sup> <https://montevideo.gub.uy/noticias/servicios-sociales/presentamos-la-campana-por-el-mes-de-la-afrodescendencia>

<sup>27</sup> <https://festivalham.com/en/>

<sup>28</sup> [https://www.nuernberg.de/internet/menschenrechte\\_e/antidiskriminierung\\_unternehmerpreis\\_en.html](https://www.nuernberg.de/internet/menschenrechte_e/antidiskriminierung_unternehmerpreis_en.html)

<sup>29</sup> [https://torino.repubblica.it/cronaca/2020/03/18/news/torino\\_l\\_antirazzismo\\_diventa\\_un\\_bene\\_comune\\_come\\_l\\_acqua\\_e\\_i\\_parchi-251584598/](https://torino.repubblica.it/cronaca/2020/03/18/news/torino_l_antirazzismo_diventa_un_bene_comune_come_l_acqua_e_i_parchi-251584598/)

### 3.3. Prise en charge : Accès aux droits de l'homme et absence de discrimination

Si la garantie de l'accès aux services de base est une voie clé pour construire la citoyenneté urbaine, les gouvernements locaux ont trouvé divers moyens de contourner les restrictions et limitations existantes établies par le statut administratif, en s'appuyant notamment sur des accords de droit mou développant une notion institutionnelle des droits à l'échelle locale (Durmuş, 2020). Un premier moyen consiste à s'assurer que les gouvernements locaux ne sont pas l'administration responsable de la discrimination (Grigolo, 2009). Dans le but d'éviter cela, les villes mettent en place des stratégies locales d'observation des droits de l'homme (comme à **Vienne**<sup>30</sup>) ou créent des bureaux de non-discrimination et des institutions de médiation permettant aux résidents de faire valoir leurs droits (tel que dans les cas de **Séoul**<sup>31</sup>, **Bogota**<sup>32</sup> et **New York**<sup>33</sup>).

Les gouvernements locaux se sont également concentrés sur l'amélioration de l'« expérience utilisateur » dans l'ensemble, des résidents migrants en ce qui concerne l'interaction avec l'administration publique. Des villes comme **Gdansk**<sup>34</sup> ont mis en place un système de comptoirs de services au niveau de l'hôtel de ville et un centre d'information et de soutien aux immigrants afin de s'assurer que les résidents migrants puissent obtenir en toute sécurité toutes les réponses dont ils ont besoin en ce qui concerne la vie locale. Afin de lutter contre les barrières linguistiques, l'**Association des autorités locales de la région de Göteborg** fournit du matériel thématique pour aider les travailleurs sociaux et le personnel municipal travaillant avec des mineurs non accompagnés<sup>35</sup>. D'autres collectivités locales se sont concentrées sur la sensibilisation des migrants à la manière d'accéder aux droits de manière pratique et à tous les niveaux de l'administration, en produisant, comme **Grenoble**, des guides locaux et des boîtes à outils pratiques<sup>36</sup>.

---

<sup>30</sup> <https://uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/look-vienna%E2%80%99s-human-rights-system-interview-human-rights-commissioner-shams-asadi> et <https://uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/challenges-and-responses-covid-19-interview-shams-asadi-human-rights-commissioner>

<sup>31</sup> <https://uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/seoul%E2%80%99s-quest-bring-human-rights-closer-citizens-lives-interview-human-rights>

<sup>32</sup> <https://uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/bogota%E2%80%99s-social-control%E2%80%9D-mechanism-promotes-transparency-and-citizen-participation>


<sup>33</sup> <https://www1.nyc.gov/site/cchr/index.page>

<sup>34</sup> <https://www.google.com/url?sa=t&rct=i&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwjJ0frpv8iuAhWGa8AKHWk0A5sQFJAeegQIAxAC&url=https%3A%2F%2Fwww.gdansk.pl%2Fpobierz%2F82848%2FImmigrant-Integration-Model&usg=AOvVaw1NtueZ1Mu5yvxV5jbOWgdl>

<sup>35</sup> <https://skr.se/tjanster/englishpages/activities/localexamplesofactivitiesforintegration/localexamplesofintegrationinitiativesforchildrenyouthsfamiliesandschools/initiativesforchildrenyouthsfamiliesandschools/thematicmaterialforpeopleworkingwithunaccompaniedyouths.9384.html>

<sup>36</sup> <https://uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/grenoble-promotes-notion-inclusive-citizenship-through-participation-and-human>





Une autre stratégie visant à assurer l'inclusion des immigrants dans l'octroi des droits consiste à créer des chartes locales des droits de l'homme qui répertorient les droits dont disposent tous les résidents en dépit de leur statut administratif (Guillén, 2006), telles que celles adoptées par les villes de **Montréal**<sup>37</sup> et de **Mexico**<sup>38</sup>. Depuis 1998, près de 400 municipalités ont adhéré à la **Charte européenne pour la sauvegarde des droits de l'homme dans la ville**, qui reconnaît que « *la bonne administration des villes exige le respect et la garantie des droits de l'homme pour tous les habitants sans exception* » et que « *les droits contenus dans celle-ci s'appliquent à toutes les personnes qui habitent les villes signataires, quelle que soit leur nationalité, désormais reconnues comme étant des citoyens.* »

Un dernier ensemble de mesures concerne la manière dont un certain nombre de gouvernements locaux ont accordé aux résidents un statut qui débloque l'accès aux services de la ville. Cette dimension plus évidente de la citoyenneté urbaine se manifeste de différentes manières, notamment par l'octroi d'une résidence officielle ou d'une carte d'identité locale. L'un des exemples les plus officialisés de ce système est le système du "padrón", appliqué par les villes espagnoles. **Barcelone** a mis en place en 2019 une initiative de « *Document de veïnatge*<sup>39</sup> » dont les fonctions et les objectifs sont similaires à ceux d'une carte d'identité locale, ciblant en particulier les migrants en situation administrative irrégulière. Des systèmes similaires sont également appliqués dans des villes américaines comme **New York** sous le titre de carte d'identité municipale<sup>40</sup>. Par l'intermédiaire d'un service municipal, **Atlanta** soutient les résidents migrants dans leur processus de demande de citoyenneté nationale<sup>41</sup>.

#### 4 Les dispositions institutionnelles sont essentielles : Les gouvernements locaux peuvent rassembler les contributions des gouvernements et des acteurs sociaux

Parvenus à ce point, il convient de faire une brève remarque concernant le rôle fondamental joué par la coopération institutionnelle pour développer la notion de citoyenneté urbaine. En effet, la plupart des initiatives des collectivités locales explorées dans la section précédente sont basées sur des programmes de coopération positive avec d'autres parties prenantes - associations locales, société civile, chercheurs, entrepreneurs, gouvernements régionaux et nationaux - exploitant la complémentarité.

En ce qui concerne la coopération avec la société civile, une bonne évaluation de ce sujet a déjà été entreprise par l'événement d'apprentissage par les pairs MC2CM 2019 de Sfax, qui a souligné les contributions majeures de la société civile dans des domaines tels que le soutien au processus de plaider et de sensibilisation, l'accès aux services de base et aux opportunités d'inclusion sociale ainsi que la production de connaissances et de données pertinentes pour les efforts des gouvernements locaux en matière de migration.

---


<sup>37</sup> <https://montreal.ca/en/topics/montreal-charter-rights-and-responsibilities>

<sup>38</sup> <https://www.cndh.org.mx/derechos-humanos/derechos-de-las-personas-migrantes>

<sup>39</sup> <https://ajuntament.barcelona.cat/novaciutadania/es/tramites>

<sup>40</sup> <https://www1.nyc.gov/site/idnyc/about/about.page>

<sup>41</sup> <https://www.welcomingatlanta.com/citizenship/>



Suivant le schéma proposé par le document d'évaluation par les pairs, de nombreux mécanismes existants de coopération entre les gouvernements locaux et les initiatives de la société civile autour de la notion de citoyenneté urbaine sont basés sur le développement conjoint de politiques locales et de mécanismes de fourniture de services, mais aussi sur la coordination, le partage d'informations et la réflexion d'interventions intégrées entre les institutions.

Il existe d'autres bons exemples de coordination dans le domaine de la gouvernance à plusieurs niveaux, notamment des programmes de coopération réussis entre les collectivités locales et régionales dans le domaine de la production de cartes d'identité locales et d'autres dispositions institutionnels dans le cadre des droits de citoyenneté. Les gouvernements régionaux et d'autres administrations infranationales ont également joué un rôle clé dans le soutien et l'extension des initiatives existantes des gouvernements locaux, en créant des méthodologies de travail et des matériaux utiles pour renforcer les stratégies locales dans le domaine de l'inclusion. Dans d'autres contextes, les gouvernements locaux ont également trouvé des moyens de contester des lois discriminatoires ou d'établir des accords en s'engageant avec des représentants et des délégués nationaux.

## 5 Questions d'orientation pour l'apprentissage par les pairs

- Quelle est la portée et la valeur ou l'objectif global de la citoyenneté urbaine ? Quelles sont les opportunités et les responsabilités qui constituent la citoyenneté urbaine ?
- Dans un contexte où la mobilité transnationale s'est fortement accélérée à l'échelle mondiale, comment la notion de citoyenneté urbaine peut-elle favoriser l'inclusion des plus exclus ?
- Comment garantir un droit à la ville pour tous lorsque l'absence de statut juridique constitue un obstacle à l'accès aux droits fondamentaux et aux services publics pour les résidents migrants ?
- Comment la citoyenneté urbaine peut-elle contribuer à la lutte contre les inégalités au niveau territorial ?
- Comment développer la cohésion sociale, renforcer le sentiment d'appartenance locale et favoriser la participation des migrants en reformulant le débat sur la citoyenneté ?
- Comment la citoyenneté urbaine peut-elle promouvoir une forme alternative de participation et d'appartenance à la ville, en permettant des espaces de reconnaissance de l'altérité et de la diversité culturelle ?

## 6 Références

- Ajuntament de Barcelona. (2009). *City of Human Rights: The Barcelona Model*. URL: <https://ajuntament.barcelona.cat/dretsidiversitat/en/documents-and-resources>
- Barber, B. (2013). *If mayors ruled the world: Dysfunctional nations, rising cities*. Yale University Press.
- Bosniak, L. (2007). *Being Here: Ethical Territoriality and the Rights of Immigrants*. *Theoretical Inquiries in Law* 8 (2): 389–410.
- Brown, A. et al. (2008). *Urban Policies and the Right to the City: Rights, Responsibilities and Citizenship*. UN Habitat: Nairobi
- Castañeda, E. (2012). *Urban Citizenship in New York, Paris, and Barcelona: Immigrant Organizations and the Right to Inhabit the City*. *Nouveau Brunswick, NJ: Transaction Publishers*.
- Degooyer, S & Hunt, A. (2018). *The Right to Have Rights*. Public Books. URL: <https://www.publicbooks.org/the-right-to-have-rights/>
- Durmuş, E. (2020). *A typology of local governments' engagement with human rights: Legal pluralist contributions to international law and human rights*. *Netherlands Quarterly of Human Rights* vol. 38, 1: pp. 30-54.
- Garcia-Chueca, E. & Lorenzo, V. (2019). *Advancing Urban Rights: Equality and diversity in the city*. CIDOB: Barcelone.
- Gebhardt, D. (2016). *Re-thinking urban citizenship for immigrants from a policy perspective: the case of Barcelona*. *Citizenship Studies*. 20. 1-21. 10.1080/13621025.2016.1191431.
- Gebhardt, D. (2015). *Cities and Immigrant Citizenship – A comparison of local Citizenship policies in Barcelona and Munich*. Série de documents de travail GRITIM-FPU n° 26.
- Grigolo, M. (2009). *Incorporating cities into the EU anti-discrimination policy: between race discrimination and migrant rights*. *Journal on Ethnic and Racial Studies*. Volume 31, Numéro 10 (pp. 1751-1769)
- Guillén, A. (2006). *Carta Europea de Salvaguarda de los Derechos Humanos en la Ciudad – nota explicativa*. Institut de Drets Humans de Catalunya: Barcelone
- HIC-HLRN. (2017). *Right Where You Live: A Glossary of Right-to-the-city Terms*. URL: [http://www.hlrn.org/img/documents/Right\\_where\\_you\\_live\\_final.pdf](http://www.hlrn.org/img/documents/Right_where_you_live_final.pdf)
- OIM. (2020). *Rapport mondial sur la migration 2020*.
- Joppke, C. (2010). *Citizenship and Immigration*. Cambridge : Polity.
- Però, Davide. (2008). *Migrants and the politics of governance. The case of Barcelona*. *Anthropologie sociale*. 15. 271 - 286. 10.1111/j.0964-0282.2007.00020.x.
- UCLG Learning. (2019). *Urban Migration: Strengthening Cooperation with Civil Society*. URL: <https://www.learning.uclg.org/file/pln-25-urban-migration-and-civil-society-sfax>
- Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains. (2014). *Gwangju Guiding Principles for a Human Rights City*. URL: [https://www.uclg-cisdp.org/sites/default/files/Gwangju%20Guiding%20Principles%20for%20Human%20Rights%20City%20adopted%20on%2017%20May%202014\\_2.pdf](https://www.uclg-cisdp.org/sites/default/files/Gwangju%20Guiding%20Principles%20for%20Human%20Rights%20City%20adopted%20on%2017%20May%202014_2.pdf)